

EXTRAIT

N° 2023 - 222

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 48

Votants 54

Dont 6 procurations

L'an deux mille vingt trois le : **Jeudi 14 Décembre à 18 H 30**
le **Conseil Communautaire dûment convoqué,**
s'est réuni en session ordinaire au **Centre Socio-Culturel de**
Cercy la Tour
sous la Présidence de M. David BONGARD, 1^{er} Vice-Président.

Date de convocation : 7 décembre 2023

Etaient présents :

- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : Georges CHÂTEAU
- **Biches** : Annie LECERF
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT

- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAUX
Julien DENOUEL
Jean-Michel AGEZ
Monique BERNARD
Marie-Laure PARMENTIER
Michel MULOT

- **Charrin** : Hervé GARÇON

- **Châtillon-en-Bazois** : Michel MARIE
Jean-Christophe SAVE

- **Chiddes** : /
- **Chougnay** : Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christiane MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : /
- **Isenay** : Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : Pascal PERRIN
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : /
- **Limanton** : Patrick REVENEAU
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Olivier FAURE, Florence CHANDIOUX,
Floor NUSINK

OBJET :

PERSONNEL :

DELIBERATION SUR

LE TEMPS PARTIEL



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 21/12/2023

Publié ou notifié
le : 21/12/2023

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231214-2023_CC_222-DE

SLOW

.../...

- **Maux :** /
- **Millay :** Christian POUCHELET
- **Montambert :** Marie-Christine ROY
- **Montapas :** Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron :** Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré :** Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne :** Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert :** Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny :** /
- **Poil :** /
- **Préporché :** René DUVERNOY
- **Rémilly :** Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny :** Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine :** Marcel CANTAT Supplée Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains :** Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine :** Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol :** Bernard LEBLANC
- **Semelay :** /
- **Sermages :** Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois :** /
- **Tazilly :** Pascal GUERIN
- **Ternant :** /
- **Thaix :** /
- **Tintury :** /
- **Vandenesse :** Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon :** Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Christine MASCARELLO à M. Michel MARIE
- 2 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 3 – M. Sylvie DELAVELLE à Mme Jocelyne GUERIN
- 4 – M. Thierry DESCOURS à M. Gilles GONIN
- 5 – Mme Pascale CHAMARD à M. Jean-Pierre FREGUIN
- 6 – Mme Bernadette MADINSKI à M. Christian POUCHELET

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231214-2023_CC_222-DE

SLO

N° 2023 - 222

PERSONNEL :

DELIBERATION SUR LE TEMPS PARTIEL

M. David BONGARD, Vice-Président en charge des finances, explique que le temps partiel pour les agents employés par la Communauté de communes est institué dans le respect des dispositions législatives et réglementaires suivantes :

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L. 612-1 à L. 612-8 et L. 612-12 à L. 612-14,

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 modifié relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 07/12/2023

Il précise à l'assemblée qu'il lui appartient de définir les différentes modalités d'exercice du travail à temps partiel dans la collectivité :

ARTICLE 1 : Les bénéficiaires du temps de travail à temps partiel peuvent être :

- Les fonctionnaires titulaires ou stagiaires occupant un emploi à temps complet,
- les fonctionnaires titulaires ou stagiaires occupant un emploi à temps non complet dans les cas de temps partiel de droit pour raisons familiales,
- les agents non titulaires employés à temps complet et de manière continue depuis plus d'un an.

ARTICLE 2 : Le temps partiel peut être organisé dans un cadre :

- quotidien : le service est réduit chaque jour,
- hebdomadaire : le nombre de jours de travail sur la semaine est réduit,
- mensuel : la répartition de la durée du travail est inégale entre les différentes semaines du mois.

ARTICLE 3 : L'autorisation de travailler à temps partiel ne peut être prévue que pour des périodes comprises entre 6 mois et un an, renouvelables pour la même durée par tacite reconduction, dans la limite de 3 ans. Au-delà, l'intéressé(e) doit formuler une nouvelle demande expresse

ARTICLE 4 : Les quotités de temps partiel de droit pour élever un enfant de moins de trois ans ne peuvent être égales, au choix de l'agent, qu'à 50, 60, 70, 80% de la durée légale du travail.

Les quotités de temps partiel sur autorisation peuvent être fixées entre 50 et 90% de la durée de travail des agents exerçant leurs fonctions à temps plein dans la mesure où le bon fonctionnement des services le permet.

.../...

ARTICLE 5 : Il appartient à l'agent de présenter une demande de travail à temps partiel initiale ou de renouvellement dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée.

ARTICLE 6 : Les demandes de modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours de période peuvent intervenir :

- sur demande de l'agent dans un délai de deux mois avant la mise en œuvre de la modification ou sans délai en cas de motif grave (*exemple : diminution des revenus du ménage ou changement de situation familiale*).
- Le cas échéant sur demande du Président, si les nécessités du service le justifient, dans un délai de 2 mois.

ARTICLE 7 : Il appartient à l'organe délibérant de prévoir les modalités d'une réintégration anticipée à l'initiative de l'agent.

Possibilités :

- L'agent peut solliciter sa réintégration à temps plein avant l'expiration de la période de travail à temps partiel en cours. Dans ce cas, la demande de l'agent doit être formulée deux mois avant la date souhaitée ou sans délai en cas de motif grave, notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement dans la situation familiale de l'agent.
- L'organe délibérant peut préciser que la réintégration anticipée ne constitue pas un droit pour l'agent et sera accordée par l'autorité territoriale au regard des contraintes d'organisation du service.

ARTICLE 8 : Pendant les périodes de formation professionnelle (formation continue, préparation aux concours et examens, formation d'adaptation à l'emploi) incompatible avec un service à temps partiel, l'autorisation de travail à temps partiel est suspendue et l'agent est rétabli à temps plein pour la durée correspondante (à défaut, le temps passé en formation alors que l'agent aurait dû ne pas travailler au titre du temps partiel s'analyse comme du travail supplémentaire qui peut être récupéré par une absence d'égale durée ou rémunérée au taux de l'heure supplémentaire normale.

Après en avoir délibéré, le conseil, à l'unanimité, approuve les modalités d'exercice du travail à temps partiel pour la Communauté de communes telles que présentées ci-dessus.

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231214-2023_CC_222-DE

SLO

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 14 Décembre 2023**



**Le Secrétaire de Séance,
Julien DENOUEL.**

**Le 1^{er} Vice-Président,
David BONGARD.**